



Revue de presse

15 septembre 2015

Le SEFAFI, dans son dernier communiqué, tire la sonnette d'alarme sur la conjoncture économique actuelle. La plupart des journaux ont repris des détails dans le communiqué pour en faire un article et ensuite pour alerter à leur tour l'opinion sur la dégradation de la situation aussi bien sociale qu'économique. L'Observatoire interpelle particulièrement l'Etat sur ses responsabilités et critique la manière dont il conduit les affaires nationales. Les conflits électoraux des communales continuent également de faire des échos à la veille de la publication des résultats finaux.

Processus électoral

LES RESULTATS DES COMMUNALES D'IVATO SONT SUSCEPTIBLES DE CHANGEMENTS

Il se pourrait que les résultats du scrutin de la Commune d'Ivato soient changés, signale **L'Express** de Madagascar. En effet, vendredi dernier, le Commissaire administratif a recommandé l'annulation des voix obtenues dans l'un des bureaux de vote de l'EPP de Mandrosoa. Cette annulation impliquera la victoire de la candidate de « Firaisankinan'Ivato » qui en conséquence dépassera le candidat du TIM de « deux voix ». D'après les résultats provisoires proclamés par la CENI-T, Penjy Andrianarisoa du TIM a obtenu 18,47% des voix contre 17,39% pour Firaisankinan'Ivato qui est arrivé en deuxième position. Contestant ce retournement de résultats, des habitants de la commune d'Ivato ont engagé une manifestation la fin de la semaine dernière. Toutefois, le texte sur les Collectivités Territoriales Décentralisées stipule qu' « En cas de décision d'annulation, s'il a été prouvé que les faits constitutifs d'irrégularités ou que les opérations contestées ont altéré la sincérité du scrutin et modifié le sens du vote émis par les électeurs, le tribunal ordonne la tenue de nouvelles élections », rappelle le journal. (p.6)

MENTION « NENY » SUR LE BULLETIN UNIQUE : REQUETE EN DISQUALIFICATION INFONDEE

Comme le tribunal administratif a conclu que la requête de disqualification de Lalao Ravalomanana est non fondée, La Vérité a commenté dans son article que « la candidate du TIM aurait choisi de mettre l'appellation « Neny » sur la partie qui lui a été réservée sur le bulletin unique juste pour « faire jolie » et non dans le but d'influencer le choix des électeurs. » De l'avis du journal, la commission électorale a donc favorisé celle qu'elle a déclarée gagnante lors de la proclamation des résultats provisoires. Rappelons que jeudi dernier, lors de l'audience public sur cette affaire qui oppose l'ancienne Première dame à Lalatiana Rakotondrazafy, la discussion se tournait autour d'une délibération effectuée par la CENIT autorisant l'utilisation d'un pseudonyme, un nom d'emprunt ou un diminutif sur le bulletin unique. (p.3)

• La Gazette de la Grande Ile aiguise la tension en concluant que l'on a confié deux missions secrètes à la CENI-T. Il s'agit de faire en sorte que le HVM obtienne le maximum de siège aux communales et de faire gagner Lalao Ravalomanana dans la capitale. Ainsi, selon le journal, la Commission électorale a volé la victoire de Lalatiana Rakotondrazafy et par peur de la tournure qu'a pris les choses, a en outre fourni un faux document au camp Ravalomanana afin que ce dernier puisse justifier l'utilisation de « Neny » dans le bulletin unique. (p.4)

Leader du Consortiun



OSSERVATORIO di Pavia Media Research









Politique

ENCORE UNE FOIS, LE SEFAFI DENONCE L'EXECUTIF

Le 12 septembre dernier, le Sefafi (l'Observatoire de la Vie Publique) a publié un communiqué dénonçant les impacts néfastes des pratiques des membres de l'Exécutif. « La misère s'étend » a-t-il introduit dans son communiqué. Si d'habitude l'organisation réagi sur la politique, elle cette fois-ci choisi de se pencher sur la dimension politique et économique du PND ou Plan National de Développement. Le gouvernement agit pour le compte de la Communauté internationale plutôt que pour les Malgaches, il se lance dans des projets « tape à l'œil », sa politique n'apporte des profits qu'à une minorité tandis que la majorité des citoyens s'enfoncent de plus en plus dans le dénuement total. L'effectivité de la décentralisation a été l'un des points que le SEFAFI a constaté comme étant absent du PND, alors que c'est ce qui garantira la confiance entre les dirigeants et les dirigés. (L'Express de Madagascar p.5, La Vérité p.3, Takoritsika, p.3)

- « Où allons-nous ? » : c'est par ce questionnement du SEFAFI que Midi Madagasikara introduit son article. Cette organisation de la société civile n'a pas mâché ses mots en pointant du doigt un gouvernement « impuissant » et « incapable », « sans priorité, sans vision » ayant des actions « sans cohérence et sans solidarité ». Beaucoup d'autres questions ont été soulevées par le SEFAFI entre autres les grandes orientations du PND qu'il demande si elles répondent vraiment aux attentes de la population notamment en matière de formation, d'emplois et d'infrastructures. Se penchant sur la dimension économique, l'Observatoire constate une situation de « libéralisme sauvage » où affluent les produits importés alors qu'on pourrait en fabriquer sur place. (p.2) (Madagascar Laza p.2)
- Les Nouvelles met un accent particulier sur la dimension plutôt sociale du communiqué en mentionnant que les centaines de jeunes qui arrivent sur le marché de travail n'arrivent même pas assurer une vie digne, ne serait-ce que le minimum auquel ils ont droit à savoir une terre, un toit et un travail. Le SEFAFI parle également du milieu rural où vivent les paysans qui ont droit à des routes en mauvais état et survient d'un bénéfice de misère qui ne correspond pas aux efforts qu'ils déploient pour la production. (p.2), (Madagascar Matin p.3)

OU EN EST-ON AVEC LE MEMORANDUM DE STABILITE?

Midi Madagasikara rappelle que le dossier qui a été signé par 91 députés selon les dires du Président de la République semble être envoyé aux oubliettes! D'après les députés contactés par le journal, ce mémorandum n'a été qu'un « ballon-sonde » de la Présidence, concocté pour statuer la situation au parlement après l'échec de la motion de déchéance et la motion de censure. Mais aussi, c'était une manière de convaincre des députés à mettre en place une nouvelle majorité en vue de faire passer les prochains projets de loi. (p.3)

LA DIRECTION DU CABINET DE LA PRESIDENCE RESTE VACANTE

69 jours après le limogeage de Henry Rabary-Njaka, la direction du cabinet de la présidence est encore vacante. Certes, il y a des prétendants mais apparemment le numéro Un de l'institution ne met pas cela dans ces priorités. **Madagascar Laza** cite des noms de ceux qui pourraient être affectés à ce poste dont l'ancien directeur de cabinet de Hery Rajaonarimampianina lorsqu'il a été encore ministre, Solofo Rasoarahona, Me Nicole Andrianarivoson, Herisoa Razafindrakoto, ainsi que Jaobarison Randrianarivony (**p.3**)

Relations Internationales













DEUX AUTRES NOUVEAUX AMBASSADEURS DANS NOS MURS

L'arrivée des ambassadeurs continue. Hier, le nouvel ambassadeur de Suisse et celui de l'Egypte sont venus présenter les copies figurées de leurs lettres de créance à la ministre des Affaires Etrangères. Les relations existantes entre la Suisse et la Grande Ile datent déjà de 54 ans. La venue de Philippe Brandt, qui n'a pas oublié de mentionner que « la stabilité économique est la condition pour un développement futur de Madagascar », renforce cette coopération. Quant à l'Egypte, il a été le premier état africain à ouvrir une ambassade à Madagascar. « Espérons que l'année prochaine, l'Egypte et Madagascar vont coopérer avec le Sommet de COMESA et le Sommet de la Francophonie » a souhaité Abbas Cherif hier à Anosy. (Midi Madagasikara, p.3, Les Nouvelles, p.3, La Gazette de la Grande Ile, p.8, Madagascar Laza, p.3)

FINANCEMENT EUROPEEN: LE FED N'EST PAS ENCORE POUR CETTE ANNEE

Le décaissement de la deuxième tranche de l'aide européenne FED ne sera pas pour cette année. Selon les informations, le service responsable du dossier Madagascar à Bruxelles est encore en phase de finalisation du dossier qui passera devant les Etats membres pour examen seulement vers la fin du mois d'octobre avant d'être renvoyé à la Commission pour exécution. (La Gazette de la Grande Ile, p.4)

Economie et société

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION : LE BIANCO RECONNAIT SES DEFAILLANCES

Le Bureau Indépendant Anti-Corruption a présenté son bilan annuel à son siège sis à Ambohibao. Encore une fois, le directeur général a confirmé que la lutte contre la corruption a besoin d'une réforme. Depuis son exercice voilà déjà 10 ans, le BIANCO a connu peu de résultats alors que la hausse de taux de pratique de corruption n'a cessé d'augmenter. Les données démontrent également une rupture de la chaîne dans le processus de lutte, ce qui réduit à néant les efforts déployés par les enquêteurs. Le directeur général a rapporté que depuis qu'il assurait ses fonctions, dix dossiers sensibles ont été bouclés par le bureau d'Antananarivo. Soixante-seize personnes ont déjà été arrêtées et déférées devant la chaîne pénale pour ces dossiers mais il n'en reste plus qu'une seule qui est placée sous mandat de dépôt. Logiquement, les yeux sont rivés vers la chaîne pénale anti-corruption. « De par mon expérience, les dossiers soumis par le BIANCO sont bien ficelés. Mais il semble qu'il y a une différence de point de vue dans les organes qui composent la chaîne » a soutenu Jean Louis Andriamifidy, ancien procureur. (L'Express de Madagascar p.3)

• L'affaire de la JIRAMA et le trafic de bois de rose ont été particulièrement abordés lors de ce point de presse. Un avis de recherche a été lancé à l'encontre de Marozena Razafindahy connu sous le pseudo «Bemôto » qui dernièrement était aperçu à Maroantsetra. Une nouvelle stratégie de lutte a été mise en place suivant un processus inclusif et une démarche intégrée. (Midi Madagasikara, p.2, La Gazette de la Grande Ile, p.3, Madagascar Matin, p.15) Par rapport aux soupçons de corruption au sein de la Chambre Basse, le BIANCO a déclaré qu'il n'a pas encore assez de preuve pour saisir du dossier. En outre, Jean Louis Andriamifidy a précisé que « l'engagement de tous garantit la concrétisation de la lutte contre la corruption ». Il a rajouté que l'Etat devra fournir les moyens suffisants à l'entité pour mieux conduire sa mission. (Madagascar Laza, p.5, Les Nouvelles p.3)

LA GREVE DE LA JIRAMA PREND UNE NOUVELLE TOURNURE











†NC†PALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix, Leadership et Stabilité



Un nouveau dossier accusant le meneur de grève de la JIRAMA Oliva Andrianalimanana est ouvert. En effet, il a été auditionné vendredi dernier par rapport à une accusation portant sur un usage de faux documents. D'après les informations, il a fait bénéficier une couverture sanitaire de la JIRAMA une personne qui ne devait pas en profiter. L'informaticien de l'entreprise est accusé d'être son complice dans l'affaire. Interviewés par les journalistes, les leaders de l'intersyndical ont refusé de répondre. (L'Express de Madagascar p.5)

LE DELESTAGE PREND DE PLUS EN PLUS D'AMPLEUR

Excédés par le délestage qui ne cesse de s'intensifier de jour en jour, les habitants de la capitale haussent le ton. Plusieurs quartiers ont connu 4 heures de délestage dans la journée d'hier. Les impacts des coupures dans les activités quotidiennes de la population se font sentir. Des petites entreprises ont décidé de louer un groupe électrogène pour faire tourner leurs affaires, mais cela leur fait des dépenses supplémentaires alors que les entrées, elles, ne connaissent pas de hausse. A cela s'ajoute tout récemment des coupures d'eau : des ménages collectent et stockent de l'eau à partir de 3h du matin étant donné qu'à partir de 7h, aucune goutte ne sorte du robinet. Abordés sur ce sujet, les responsables de la JIRAMA ont donné comme excuse le retard de l'approvisionnement en carburant, mais ont promis que la situation devrait s'améliorer. (L'Express de Madagascar p.8, Midi Madagasikara, p.12)

OPERATION FAHALEMANA 2015:

FACE A FACE ENTRE MILITAIRES ET GENDARMES A KIANGARA ANKAZOBE

Envoyés en mission dans le cadre de l'opération Fahalemana, des éléments de la gendarmerie se sont confrontés non pas avec des dahalo mais cette fois ci, contre des militaires à Kiangara Ankazobe. En effet, quatorze militaires se sont emparés d'une trentaine de têtes de bovidés à Tsarazaza dans le district de Maevatanàna. Ils étaient censés agir dans le cadre de l'opération engagée par le gouvernement mais apparemment ils en ont décidé autrement, soutient L'Express de Madagascar. Un sous-officier se trouvait à la tête de ce peloton de 14 militaires qui sont arrivés à Tsarazaza le 2 septembre où ils ont rassemblé les habitants pour vérifications de bovidés et d'autorisations de port d'arme. En fusillant trois personnes et en emportant soixante-dix têtes de bovidé, ces militaires incriminés ont réussi à semer la terreur dans le village. Après avoir fait face aux éléments de la gendarmerie, ils ont fini par renoncer à leur butin. (p.9) Cet épisode risque de ternir l'image de l'armée qui est actuellement au cœur des critiques, évoque Les Nouvelles. (p.4)

EMBUSCADE D'ANKAZOABO SUD: TEMOIGNAGE DU DEPUTE MARA NIRIASY

L'affrontement qu'il y avait eu à Ankazoabo causant la mort de 8 éléments des forces de l'ordre retient encore l'attention des citoyens. Arrivé dans la capitale, le député élu dans cette circonscription relate les faits à sa manière. Depuis le jour où l'on a informé les forces de l'ordre du vol de 70 bovidés appartenant à un certain Tolisoa, les forces de l'ordre engagent une mission de chasse aux dahalo dans cette localité. Ils contrôlent tous les bovidés jusqu'à Beroroha. Le souci selon Mara Niriasy c'est qu'ils ne connaissent pas les couleurs des pelages des zébus du coup cela créent une incompréhension entre eux et les propriétaires des bétails. A cela s'ajoute le fait qu'ils ne savent pas les conditions et les techniques d'élevages, notamment le fait que les veaux ne sont pas enregistrés qu'un an après sa naissance. De surcroit, les forces de l'ordre terrorisent les habitants à chaque fois qu'ils arrivent dans un village : à titre d'exemple, ils ont pris tous les cellulaires des villageois pour que ces derniers ne se communiquent pas avec d'autres personnes, ils ont brûlé des villages comme celui de Marohova, ils ont dérobé des sacs de riz, ils ont tué deux villageois a Ankilivalokely. L'élu a













déclaré que lui-même a reçu des menaces et il est venu dans la capitale afin de faire un rapport sur ces faits. (La Gazette de la Grande Ile p12)

Le politicien Lezava Fleury affirme tout le contraire dans Madagascar Matin car d'après lui, l'opération Fahalemana est loin d'être la solution idéale. Selon l'entretien que le journal a eu avec un haut gradé connu dans la lutte contre les dahalo, le problème ne vient pas du tout des forces de l'ordre. Et d'ajouter qu'évidemment, « la CI ne cautionne pas toute décision qui remet en cause ses intérêts dont l'exportation des bovidés et l'exploitation minière, et évoque la question de droit de l'homme pour faire diversion. » D'ailleurs, le Colonel Lilyson a déjà mentionné cette ingérence de la communauté internationale lors de l'opération Tandroka. (p.2, Tia Tanindrazana p.3)

Dans cette lutte contre le banditisme, pourquoi ne pas faire appel aux casques bleus de l'ONU, propose L'Observateur, ou encore aux Gi's ou Marines américains, aux forces de l'OTAN qui sont habitués aux luttes contre les terroristes arabe. Pauvres militaires, ironise le journal, qui se sentent impuissants devant les dahalo mais exercent la force sur les syndicalistes! (p.3)

CAMP POCHARD: LES MARCHANDS NE SERONT PAS DEGAGES

Les travaux relatifs au projet d'élargissement de la route reliant Magro Behoririka à Soarano commenceront aujourd'hui. A rappeler que le projet prévoit de toucher une partie (7m) du marcher de Pochard et en conséquence les marchands qui occupent cette partie seraient contraints de quitter les lieux. Ce qui ne sera pas le cas d'après les explications du Président de Délégation Spéciale de la capitale. De nouvelles dispositions seront effectuées dans l'enceinte du marché. Pour sa part, le responsable des lieux a précisé que si la commune décide de ne pas déplacer les vendeurs concernés ailleurs, ils seront obligés de recenser ces marchands et réorganiser la répartition des stands, ce qui prendra du temps. (L'Express de Madagascar p.10, La Vérité p.8, Midi Madagasikara, p.5, Tia Tanindrazana, p.4) Takoritsika rapporte les choses différemment. Le journal affirme que les responsables ont montré leur détermination et n'ont pas l'intention de céder, même chose du côté des marchands. Un bras de fer entre les deux camps s'annonce, conclut le journal (p.2)

DEGRADATION DE LA ROUTE D'ITAOSY: JAONA ELITE ATTAQUE ROLAND RATSIRAKA

Ce n'est pas la première fois que le ministre des Travaux publics est pointé de doigt par un parlementaire, rappelle La Gazette de la Grande Ile. Le député de Betroka, Nicolas Randrianasolo, a déjà demandé sa démission. Cette fois-ci, c'est le député d'Atsimondrano, très connu sous le nom de Jaona Elite qui le critique par média interposé. Visiblement furieux, il a dénoncé Roland Ratsiraka d'avoir poussé le Chef d'Etat à tenir un discours promettant la réhabilitation de la route d'Itaosy alors que le ministre savait pertinemment que son département ministériel ne dispose pas les moyens financiers pour le réaliser. (p.5) De plus, le parlementaire n'a pas attendu la session parlementaire comme le souhaite la constitution pour faire son interpellation, une grande première dans les annales de la politique, remarque La Vérité. (p.3)

• D'après les explications du député, cela fait déjà deux fois que des engins ont été observés sur place et les travaux ont même déjà commencé, mais après ils étaient suspendus. Il a déjà sollicité la coopération d'une petite entreprise et il s'est engagé à parler avec le ministère de tutelle pour la signature du contrat. Aujourd'hui, l'entreprise demande à Jaona Elite la somme de 150 millions d'ariary pour les travaux qu'elle a effectué, précise Les Nouvelles (p.9)

Leader du Consortium



D'APPUI ELECTORAL











SPORT SCOLAIRE A ANTSIRANANA : LE MINISTRE DE L'EDUCATION NE CONNAIT PAS L'ESPRIT DE SOLIDARITE

Le coup d'envoi du sport scolaire 2015 a été lancé le weekend dernier à Antsiranana sous l'égide du ministère de l'Education nationale. Un événement qui ne s'est pas réalisé sans l'appui du ministère des Sport et de la Jeunesse. Mais **La Vérité** a critiqué que Paul Rabary aurait oublié d'exprimer sa gratitude à l'endroit de son collègue dans son discours lors de l'ouverture des jeux. De surcroit, celuici n'a pas été invité à prendre la parole. Selon la conclusion du journal, le ministre de l'Education a certainement voulu attirer à lui seul les mérites de l'organisation de l'évènement. (**p.3**)

CAMPAGNE DE LUTTE CONTRE LA POLIO : PRIORISATION DES ENFANTS DE RUE DE LA CAPITALE

La campagne nationale de la lutte contre la poliomyélite a démarré hier, ayant pour cible les enfants de 0 à 15 ans. Le Rotary Club International, la CUA, l'UNICEF et la Ministère de la Santé publique ont décidé de conjuguer leurs efforts et mettre en priorité pour cette 4ème campagne les enfants de rue de la capitale. Parmi les 22 000 recensés, 9 000 seront vaccinés cette semaine. 1 500 ont déjà été vaccinés durant le premier jour. Une vingtaine d'associations et ONG œuvrant auprès des sans-abris se sont mobilisé pour rassembler ces 1 500 enfants hier au Tranompokonolona Analakely. 44 sites fixes ont été mis en place dans la ville, au niveau des fokontany et auprès des centres de santé de base. Aussi, la campagne sera également conduite dans les écoles et les agents communautaires feront des portes à portes. (La Vérité p.8, L'Express de Madagascar p.8, Les Nouvelles p.5, La Gazette de la Grande Ile, p.6, Madagascar Laza, p.4)

• Selon Les Nouvelles, la situation est préoccupante à Tsihombe. En effet, quatre cas de poliovirus y ont été identifiés au mois de juin, d'autres cas ont été notés à Ambovombe. Cette zone de l'île est caractérisée par un faible système d'hygiène entre autres la pollution de l'air due à la défécation à l'air libre, alors qu'il y a un manque d'infrastructures d'hygiène et d'assainissement. A cela s'ajoute le fait qu'il n'y a qu'un seul agent médical pour assurer les consultations prénatales et la vaccination des enfants, alors que les zones d'interventions s'éparpillent. Lors de cette campagne pour l'éradication de la polio, l'objectif est d'atteindre 66 000 enfants vaccinés. A noter qu'une somme total estimé à 12,8 milliards d'ariary a été mobilisée pour cette campagne. (p.5)

Format de couverture

LA LETTRE DE L'OCEAN INDIEN : JEU DE DUPES ENTRE LE PRESIDENT HERY ET RAVALOMANANA

La Gazette de la Grande Île a choisi de publier dans ses colonnes un article du journal La Lettre de l'Océan Indien qui dénonce la mauvaise foi de Marc Ravalomanana et l'hypocrisie de Hery Rajaonarimampianina. Il y a été écrit que depuis son arrivée dans la Grande Île, l'ancien Chef d'Etat n'a pas caché son intention de reprendre son business et redynamiser sa côte politique. Le type de relation qu'il entretient avec l'actuel détenteur du pouvoir a été décrit dans l'article. En effet, les deux hommes semblent être sur de bonnes ententes à en croire l'image qu'ils donnent mais au final ils sont tous les deux dotés de l'art du double langage. On dirait même que l'un comme l'autre est sur sa garde. Selon les informations recueillies par la LOI, ils ont respectivement écrit au Président de l'Union africaine Robert Mugabe : si le fondateur du TIKO s'est plaint d'être harcelé par le régime actuel, le Chef d'Etat a, quant à lui, demandé à l'Union Africaine de donner une consigne aux ambassadeurs étrangers de ne plus recevoir l'ancien exilé d'Afrique du Sud. (p.2)













LUTTE CONTRE LA PIRATERIE MARITIME

Les Nouvelles consacre un dossier sur la mission de lutte anti-piraterie maritime qui sera engagé dans les eaux de l'Océan Indien, le journal donne des détails sur l'engagement de Madagascar dans cette mission, un zoom sur les potentialités du bateau qui conduira l'équipage, le cadrage de la mission et enfin la réaction de l'Espagne. Le navire de guerre Galicia L-51 est amarré dans le port d'Antsiranana. C'est un bateau espagnol avec 274 équipages dont 50 femmes. Il a été conçu spécialement pour les missions anti-piraterie de l'Union Européenne dans l'Océan Indien. En effet, Madagascar s'est engagé dans la lutte contre la piraterie en mer aux côtés de l'Union Européenne. Une mission diplomatique et militaire dénommé « Atalante » a été initié pour la sécurisation du golfe d'Aden et de l'Océan Indien. Le Chef d'Etat a profité de son passage à Antsiranana le weekend dernier pour visiter Galicia L-51 et l'Espagne a avoué en être honorée. Selon Son ambassadeur, ce geste démontre une solidarité puissante entre Madagascar et l'Espagne. (p.12)

LA BANQUE MONDIALE DEMANDE L'OPTIMISATION DES DEPENSES

Madagascar Matin met la lumière sur le rapport de l'analyse économique effectuée par la Banque Mondiale pour le premier semestre dans son dossier du mardi. Trois points sont soulevés par le dossier : les finances publiques, les impacts du cours du pétrole et les dépenses du personnel de l'Etat. « Du fait des circonstances globales et locales défavorables, Madagascar ne pourra vraisemblablement pas tabler sur une accélération de la croissance en 2015. Les objectifs de croissance fixés en début d'année ne seront pas probablement pas atteints. » C'est ainsi que l'économiste principal de la Banque Mondiale a conclu l'évaluation. (p.5)

Style et déontologie

SERVICE MINIMUM A MAHAZOARIVO ET AMBOHITSOROHITRA

Se focalisant sur les fréquents déplacements du Chef d'Etat et du Chef de Gouvernement, La Gazette de la Grande Ile reproche leur manque de sérieux. Madagascar n'a aucun objectif et encore moins un programme que ce soit à moyen ou à long terme selon le journal, alors que le Président est constamment entre deux avions. C'est le Premier Ministre qui fait acte de présence mais encore il a du mal à gérer la situation. A bien lire l'article, le journal critique ouvertement le Président de la République de ne pas assurer le service minimum, par contre, il encourage le Premier ministre à prendre ses responsabilités. (p.3)

MARC RAVALOMANANA SOUS LES FEUX DES PROJECTEURS

Le journal **Tia Tanindrazana** met le fondateur du TIKO sous les feux des projecteurs. Dans un article en malgache dont le titre pourrait être traduit comme « Tous les investisseurs étrangers souhaitent travailler avec Marc Ravalomanana » met en exergue la réussite du séjour de l'ancien Président et ses rencontres avec des personnalités dont le vice Premier ministre de l'île Maurice et de gros investisseurs à Danemark. Depuis hier, il a assisté à la $100^{\grave{e}me}$ Assemblée générale des Eglises presbytériennes en Corée du Sud. Cet article qui fait l'éloge de Ravalomanana est illustré par des photos montrant Marc Ravalomanana avec des participants à l'Assemblée générale des Eglises Presbytériennes et des étudiants malgaches à Séoul. (**p.3**)

PREVISION 2018: LES CANDIDATS PRESIDENTIABLES

L'éditorial du journal **Takoritsika** renvoie ses lecteurs vers une projection de la présidentielle de 2018. Le journal met déjà en lice cinq politiciens susceptibles de briguer la magistrature suprême













pour un nouveau mandat de 4 ans. En première loge, il y a l'actuel Chef d'Etat, certes il a connu des moments difficiles et c'est encore le cas mais son parti est en train de reprendre l'élan après les communales. Vient ensuite l'ancien Président Marc Ravalomanana, qui après 5 ans d'exile redynamise son parti en même temps que ces affaires personnelles. Il y a ensuite, l'ancien Président du régime transitoire, Andry Rajoelina. Même si sa formation politique MAPAR ne sait pas encore très bien sur quel pied danser, c'est sûr qu'il attend son heure. Le raid national conduit par Edgard Razafindravahy pour faire enraciner son nouveau parti politique ADN (Arche De la Nation) vise certainement la prochaine présidentielle. Et enfin, l'actuel Premier ministre, Jean Ravelonarivo, le seul parmi les 5 à ne pas encore passer les épreuves des urnes mais dont le séjour en France dit beaucoup de chose quant à ses intentions. (p.3)

LA BRASSERIE STAR AU CŒUR D'UNE CONTROVERSE

L'Observateur réserve trois longs articles pour la brasserie STAR qui souffle ses 60 bougies. « le groupe STAR investit pour la qualité de ses produits et la satisfaction de ses clients et consommateurs » tel est le propos introduisant un des articles qui porte sur le prestige et l'ascension du groupe allant de son obtention de la haute certification internationale en matière de sécurité alimentaire jusqu'aux médailles d'or que ses produits ont remporté. Le deuxième article quant à lui, se focalise sur les actions sociales que la société engage dans la ville des Eaux où est implantée son usine de CO2. Le groupe participe dans des organisations d'évènement, collabore avec d'autres organisations et crée des emplois. Et enfin, le troisième article rapporte l'évènement phare initié par STAR qui est le THB Tour. Cet article quant à lui, développe l'agenda complet du prochain Tour à Mahajanga. (p.4 et 10) Dans ses articles, le journal vante non seulement le mérite de la société mais lui donne des coups de publicité gratuite or il appartient aux médias de faire la distinction entre les publi-reportages et les articles d'information.

La Gazette de la Grande Ile donne la fausse note à ce coup de pub. En effet, il voit les choses d'un autre angle. Pour la deuxième fois consécutive, il critique cet événement phare de la société qui a eu lieu récemment à Majunga à travers un article d'approfondissement. « Le THB TOUR, imposé par le pouvoir central aux autorités locales à tenir sa manifestation sur le bord de la mer, est passé comme un cyclone en ravageant tous les acquis en termes d'embellissement et de salubrité de la ville ». Partant de ce constat, le rédacteur a passé aux peignes fins les relations qui unissent l'Etat à la société STAR avant de conclure que « il apparaît immoral que l'Etat malgache soit associé à une société de distribution d'alcool pour pervertir la jeunesse... et d'enivrer toute une population à des fins politiques et ce avec toute la bénédiction des gouvernants » (p.2)

Un peu d'humour

Les Nouvelles, p.2















Responsables de l'Unité de Monitoring des Médias :

Tiaray RANDRIAMALALA: <u>tiaray.randriamalala@eces.eu</u> Honorine RAMISARIVELO: misa.ramisarivelo@eces.eu

Site web: www.incipals.eu



D'APPUI ELECTORAL





